



Auto-démolition à Silwan, Jérusalem-Est. Les Palestinien-ne-s qui reçoivent un ordre de démolition de l'État d'Israël choisissent souvent de démolir eux-mêmes leur maison, cela revenant moins cher que de demander aux autorités israéliennes de s'en charger.

Photo : EAPPI-WCC 2018

Soutenir à distance la population locale par des actions de plaidoyer et de mise en réseau

Depuis le début de la pandémie du Covid-19, aucun-e observateur-trice international-e des droits humains n'a pu être mandaté-e en Palestine/Israël dans le cadre du programme EAPPI. Néanmoins, le bureau de Jérusalem n'est pas resté inactif. Des campagnes de plaidoyer ont par exemple été lancées pour sensibiliser la communauté internationale à la situation en Palestine/Israël. Nous avons interrogé le coordinateur local du programme EAPPI, Jack Munayer, sur son travail.

Pour PWS : Sarah Slan, Coordinatrice du projet Palestine/Israël (EAPPI)

PWS : La pandémie du Covid-19 a également durement touché la Palestine et Israël. Quelle est la situation actuelle et comment la pandémie a-t-elle affecté la situation des droits humains sur le terrain ?

Jack Munayer : Ces derniers mois, Israël a pu obtenir une troisième dose de vaccin pour ses citoyen-ne-s, alors que l'Autorité palestinienne n'a vacciné deux fois qu'environ un quart de la population. Le plus grand débat pendant la pandémie a tourné autour de la question de l'obligation pour Israël de fournir des vaccins à la population

palestinienne. En vertu de la 4^e Convention de Genève, Israël, en tant que puissance occupante, est responsable du bien-être et des soins médicaux de la population sous occupation. Il est également inquiétant de constater que pendant la pandémie, la destruction des maisons et des infrastructures palestiniennes a augmenté d'environ un tiers. Des milliers de Palestinien-ne-s n'ont pas pu s'isoler chez eux.

PWS : Depuis mars 2020, le programme EAPPI n'a plus d'observateurs-trices internationaux des droits humains sur le terrain. Que fait le bureau EAPPI pendant ce temps ?

JM : L'absence d'observateurs-trices des droits humains rend difficile le maintien de la qualité des informations en provenance des communautés. En outre, les communautés les plus vulnérables avec lesquelles nous travaillons souffrent grandement de l'absence d'une présence

Vous pouvez trouver des informations actuelles sur PWS et sur le travail en faveur des droits humains dans les pays des projets sur notre site internet (peacewatch.ch) ou sur nos blogs, sur le Honduras (peacewatch.blog) ou sur EAPPI (eappiswitzerland.wordpress.com).

protectrice. Le bureau de Jérusalem s'efforce donc de rester en contact direct avec les communautés et de leur rendre visite lorsque cela est possible. De cette façon, nous montrons notre solidarité, pouvons offrir une certaine protection et obtenir des informations de première main.

Un autre axe important de notre travail a toujours été de faire entendre la voix de la population locale par le biais de notre travail de plaidoyer. C'est désormais notre objectif principal. Nous avons lancé un certain nombre de campagnes de sensibilisation et aidons nos partenaires à se concentrer sur

des questions spécifiques. Notre campagne de récolte des olives et notre initiative de Pâques sont des exemples d'actions réussies qui ont touché des centaines de milliers de personnes. Nous utilisons diverses technologies et créons des infographies, des webinaires ou des vidéos afin d'impliquer activement différents publics. Actuellement, nous nous concentrons sur la crise dans les quartiers de Sheikh Jarrah et de Silwan, à Jérusalem-Est. De nombreuses familles palestiniennes y sont menacées de déplacement par l'expulsion ou la démolition de leur maison, notamment parce que des organisations de colons israéliens, souvent soutenues par l'État israélien, tentent de s'emparer de certaines de ces maisons. Ces événements ont également déclenché l'escalade de la violence à l'échelle nationale en mai de cette année.

PWS : *Quels sont les plus grands défis pour toi et l'équipe à Jérusalem ?*

JM : L'un des grands défis est d'amener les gens à s'intéresser aux préoccupations en lien avec la situation en Palestine/Israël. Le Covid-19 a, à juste titre, monopolisé l'attention. Mais les injustices qui se produisent ici ont continué d'augmenter dans le sillage de la pandémie. Le gouvernement israélien a par exemple tenté d'annexer la vallée du Jourdain et une grande partie de la zone C¹ de la Cisjordanie au plus fort de la pandémie. Si nous perdons de vue ce qui se passe en Palestine/Israël, certains en profiteront. Pour y remédier, nous impliquons autant que possible toutes les organisations et institutions avec lesquelles nous travaillons et les tenons informées en permanence. Sur certaines questions, comme



Jack Munayer est coordinateur local du programme EAPPI à Jérusalem depuis 2019. Jack a grandi à Jérusalem, fils d'une mère britannique et d'un père chrétien palestinien. Il est titulaire d'un Bachelor en sociologie et en criminologie et d'un Master en droits humains et en justice transitionnelle. Photo : Leonard Walpot

celle de l'annexion, cela nous a permis d'augmenter la quantité et la qualité de notre engagement. Nous avons inclus de plus en plus des voix locales dans nos webinaires ou communiqués de presse et avons pu construire des ponts entre les personnes engagées au niveau international et celles qui souffrent de l'occupation.

PWS : *Comment pouvons-nous nous engager à distance contre l'occupation et pour une paix juste en Palestine/Israël ?*

JM : Il est extrêmement précieux que les gens continuent à soutenir

le programme EAPPI et les initiatives ayant des objectifs similaires. Si notre travail disparaît complètement, les conséquences peuvent être très graves. Pour que ce qui se passe en Palestine/Israël ne tombe pas dans l'oubli, nous devons continuer à nous engager et à rester engagés : le plaidoyer, la sensibilisation, les discussions sont donc éminemment importantes. L'occupation ne disparaîtra pas de sitôt et il faudra que nous soyons toutes et tous impliqués pour provoquer un changement.

Initiative à Jérusalem-Est

Par le biais de l'initiative du COE² à Jérusalem-Est, EAPPI accompagne à distance les familles frappées d'expulsion et de déplacement. La communauté internationale est sensibilisée aux violations des droits humains et informée de l'histoire, du contexte et des réglementations juridiques sur le terrain. L'initiative appelle également le gouvernement israélien à cesser immédiatement les expulsions forcées à Jérusalem-Est et à se conformer au droit international. Pour plus d'informations : <https://www.oikoumene.org/fr/news/east-jerusalem-initiative-accompanying-families-facing- eviction-and-displacement>

¹ La Cisjordanie a été divisée en trois zones avec les accords d'Oslo au début des années 1990 : la zone A (18%) est sous contrôle civil et militaire palestinien, la zone B (20%) sous contrôle civil palestinien et sous contrôle militaire conjoint israélo-palestinien et la zone C (62%) sous contrôle civil et militaire israélien.

² Le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI) est un programme du Conseil œcuménique des Églises (COE). PWS a la responsabilité opérationnelle de sa mise en œuvre en Suisse.